



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture du Nord
Secrétariat général**

Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société DECOSPAN
de respecter les dispositions des articles 55B, 58.I.a et 62.IV de l'arrêté ministériel du 3 août 2018
pour son établissement de HAZEBROUCK**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2000 autorisant la société DECOSPAN à exploiter une activité de placage, usinage de panneaux à destination de l'industrie du meuble sur le territoire de la commune d'HAZEBROUCK ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 septembre 2007 imposant à la société DECOSPAN des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à HAZEBROUCK ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport de contrôle inopiné établi par DEKRA Industrial (rapport n°E72565902501R001), daté du 31 juillet 2025, transmis à la DREAL Hauts-de-France ;

Vu le rapport des émissions atmosphériques établi par Bureau Veritas le 30 septembre 2025 sur la chaudière biomasse réalisé à la demande de l'exploitant ;

Vu le rapport du 10 février 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (DREAL) chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 26 mars 2026 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. la société DECOSPAN exploite, sur le territoire de la commune d'HAZEBROUCK, une chaudière de puissance 2,32 MW mise en service en 1988, destinée à la production d'eau chaude à partir de déchets de bois issus de sa propre activité industrielle. Cette installation relève de la rubrique 2910-B1 de la nomenclature ICPE ;
2. un contrôle inopiné des rejets atmosphériques a été mené par DEKRA le 19 juillet 2025, (contrôle mandaté par la DREAL). Ce contrôle a pour but de vérifier la conformité réglementaire des rejets atmosphériques de la chaudière biomasse ;
3. les résultats des mesures effectuées lors du contrôle inopiné mettent en évidence des dépassements significatifs des valeurs limites d'émission (VLE) applicables à l'installation (articles 55B et 58.Ia de l'arrêté ministériel du 3 août 2018). Les mesures moyennes de poussières montrent une concentration de 182 mg/Nm³ pour une valeur limite de 50 mg/Nm³. Ce contrôle inopiné a mis aussi en évidence une insuffisance de la vitesse d'éjection en sortie de cheminée. En effet, la valeur moyenne relevée est de 3,1 m/s alors que l'arrêté ministériel du 3 août 2018 impose une vitesse d'éjection au moins égale à 5 m/s. Cette insuffisance a aussi été constatée dans le rapport des rejets atmosphériques réalisés par le laboratoire Bureau Veritas le 30 septembre 2025 à la demande de l'exploitant ;
4. les résultats des mesures effectuées par le laboratoire Bureau Veritas le 30 septembre 2025 mettent en évidence un dépassement des valeurs limites d'émission applicables à l'installation (article 62.IV de l'arrêté ministériel du 3 août 2018). La concentration moyenne en dioxines et furanes relevée est de 0,110 ng/Nm³ exprimé en I-TEQ NATO sur gaz sec à 6 % O₂, pour une valeur limite de 0.100 ng/Nm³ exprimé en I-TEQ NATO sur gaz sec à 6 % O₂ ;
5. ces constats vont à l'encontre des dispositions imposées par les articles 55B, 58Ia et 62.IV de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;
6. au regard des dépassements observés et en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, il convient donc de mettre en demeure l'exploitant de rétablir la conformité réglementaire de ses rejets atmosphériques, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société DECOSPAN, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège est situé ZI de la creule à 59190 HAZEBROUCK, est mise en demeure de respecter **sous 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté sur son site situé à la même adresse, les dispositions des articles 55B, 58.I.a et 62.IV de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique n° 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de HAZEBROUCK ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de HAZEBROUCK et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2026>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **04 MAI 2026**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

